

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

5 FÉVRIER 2014

Proposition de résolution relative à la situation géopolitique en Asie centrale

(Déposée par M. Karl Vanlouwe)

DÉVELOPPEMENTS

La chute de l'Union soviétique a donné naissance à cinq républiques en Asie centrale. Trois d'entre elles sont riches en sources d'énergie et connaissent un bon développement économique alors que les deux autres dépendent des pays voisins d'un point de vue énergétique et économique. Aujourd'hui, ces républiques ont presque toutes les mêmes dirigeants qu'en 1991. Elles sont en proie à la corruption, à la radicalisation islamique, au terrorisme et à une fragmentation politique potentielle et sont également exposées à l'influence des clans.

En outre, l'Asie centrale est au centre des ambitions géographiques des puissances mondiales : l'approvisionnement et l'avenir de l'Afghanistan préoccupent les États-Unis, la Russie craint l'expansion de l'islamisme et veut contrôler les sources d'énergie de la région. La Chine s'inquiète quant à elle de la présence américaine prolongée en Asie centrale étant donné qu'elle réalise d'importants investissements dans la région afin d'améliorer l'accessibilité au marché européen.

Contexte historique

À travers les siècles, l'Asie centrale a toujours pu jouer un rôle important dans l'histoire du monde. De nombreux souverains étaient conscients du caractère stratégique de cette région, composée à la fois de la steppe sibérienne, de déserts de sable et de la partie nord-ouest de l'Himalaya, et les dirigeants actuels le sont également.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

5 FEBRUARI 2014

Voorstel van resolutie betreffende de geopolitieke situatie in Centraal-Azië

(Ingediend door de heer Karl Vanlouwe)

TOELICHTING

Vijf Centraal-Aziatische republieken ontstonden na het uiteenvallen van de Sovjet-Unie. Drie ervan zijn rijk aan energiebronnen en kennen een goede economische ontwikkeling en twee zijn afhankelijk van de buurlanden op energetisch en economisch vlak. Vandaag hebben ze bijna nog allemaal dezelfde leiders als in 1991 maar staan ze onder druk van corruptie, clanpolitiek, islamistische radicalisering, terrorisme en potentiële politieke fragmentatie.

Daarnaast hebben ze een centrale plek in de geografische ambities van de wereldmachten : de Verenigde Staten zijn bezorgd over de bevoorrading en de toekomst van Afghanistan, Rusland is bezorgd over de verspreiding van het islamisme en wil de energievoorraden van de regio controleren en China is bezorgd over de langdurige Amerikaanse aanwezigheid en investeert sterk in de regio om haar Europese afzetmarkt beter bereikbaar te maken.

Historische situering

Centraal-Azië heeft door de eeuwen heen steeds een belangrijke rol kunnen spelen in de wereldgeschiedenis. Vele heersers waren en zijn bewust van het strategisch karakter van deze regio, die zowel bestaat uit Siberische steppe als uit zandwoestijnen en de noordwestelijke Himalaya.

C'est Alexandre le Grand qui est à l'origine du premier contact européen avec l'Asie centrale, lorsqu'il partit de Babylone avec son armée macédonienne pour explorer les frontières orientales et atteindre l'Inde. Il se maria avec Roxane dans le pays aujourd'hui appelé Ouzbékistan. Cette union a permis de pacifier la région et de contribuer à la rapprocher du Royaume de Macédoine.

Pendant les siècles qui ont suivi, l'Asie centrale était liée aux Empires bouddhiques et chinois et à des dynasties mongoles telles que celles de Gengis Khan, de Tamerlan et de Bâbur. Après l'introduction de l'islam au huitième siècle, la région a été connue sous le nom de Turkestan ou « pays des peuples turcophones ».

À partir du troisième siècle avant notre ère, l'Asie centrale a connu un développement économique et sociétal considérable sous l'impulsion des commerçants de la Route de la soie. Après la chute de Constantinople en 1453, ce réseau est tombé en désuétude après que les explorateurs portugais et espagnols eurent atteint l'Orient par les voies maritimes.

Au XIX^e siècle, la région devint l'enjeu des ambitions coloniales de la Russie des tsars et de l'Empire britannique. Comme le Tsar voulait étendre son Empire jusqu'à l'océan Indien, il devait commencer par mettre des cités-États telles que Bukhara et Samarcande de son côté. Les Britanniques étaient surtout intéressés par la création d'une zone tampon aussi grande que possible entre l'Inde où ils avaient des intérêts et les territoires brigüés par les Tsars. Autrefois caractérisée par de nombreuses explorations, des missions d'espionnage et des batailles sanglantes, la rivalité entre ces deux puissances mondiales est aujourd'hui appelée « Le Grand Jeu ».

Aujourd'hui, l'Asie centrale est morcelée selon le tracé des frontières des anciennes républiques soviétiques. En 1936, Staline a tracé des frontières destinées à empêcher les différents groupes ethniques du pays de se rassembler en un territoire afin de garder les régions situées loin de Moscou sous son joug. Les groupes ethniques ont aussi été incités à renoncer à leur identité et à la remplacer par un patriotisme soviétique.

Conflits intrarégionaux

La rivalité et l'émulation entre les États sont le problème majeur auquel sont confrontés les pays d'Asie centrale. Le Kazakhstan, qui a la plus grande superficie, jouit d'une économie florissante et d'un marché du logement en plein essor. L'Ouzbékistan est le deuxième plus grand pays de la région, mais compte le plus

Het eerste Europees contact kwam er via Alexander de Grote toen hij zijn Macedonisch leger vanuit Babylon de oostelijke grenzen ging verkennen en Indië bereikte. In het huidige Oezbekistan trouwde hij er met Roxane, wat hielp de regio te pacificeren en te binden aan het Macedonische Rijk.

In de eeuwen erop was Centraal-Azië gebonden aan boeddhistische en Chinese keizerrijken, Mongoolse dynastieën zoals die van Genghis Khan, Timur Lenk en Babur. Na de introductie van de islam vanaf de achtste eeuw werd de regio bekend als Turkestan, of « het land van de Turks-sprekende volkeren ».

Vanaf de derde eeuw voor onze tijdrekening kende Centraal-Azië een maatschappelijke en economische ontwikkeling onder impuls van de handelaars die deel uitmaakte van de Zijderoute. Na de val van Constantinopel in 1453 viel deze landroute in onbruik nadat de Portugese en Spaanse ontdekkingsreizigers het oosten via zeeroutes bereikten.

In de 19^e eeuw werd de regio de spil tussen de koloniale ambities van Tsaristisch Rusland en het Britse Rijk. Waar de tsaar zijn rijk tot aan de Indische Oceaan wilde uitbreiden moest hij machtige stadstaten zoals Bukhara en Samarkant aan zijn kant krijgen. De Britten waren vooral geïnteresseerd in een zo groot mogelijke buffer op te bouwen tussen hun belangen in Indië en de op territorium uit zijnde tsaren. De rivaliteit tussen deze twee wereldmachten werd gekenmerkt door talrijke ontdekkingsexpedities, spionagemissies en bloedige veldslagen en wordt vandaag « *The Great Game* » genoemd.

Vandaag is Centraal-Azië gefragmenteerd volgens de grenzen van de voormalige Sovjetrepublieken. Om de ver van Moskou liggende gebieden in toom te houden liet Stalin in 1936 landsgrenzen optekenen die de diverse etnische groepen onmogelijk zou kunnen verenigen binnen één territorium. Daarnaast moest het de etnische groepen stimuleren hun identiteit te laten vervangen door een Sovjet patriottisme.

Intraregionale conflicten

Het grootste probleem waar de Centraal-Aziatische landen mee geconfronteerd worden is de rivaliteit en wedijver tussen de staten onderling. Het grootste land, Kazakhstan, heeft een bloeiende economie en kent een boemende huisvestingsmarkt. Oezbekistan is het tweede grootste land in oppervlakte maar heeft met

grand nombre d'habitants (vingt-neuf millions) et est la puissance militaire dominante d'Asie centrale. Ces deux États possèdent d'importantes réserves de pétrole et de gaz, et tentent de devenir les deux plus grandes puissances de la région, ce dont témoigne leur volonté de renforcer leur armée, d'attirer des investissements internationaux et de s'affirmer au niveau diplomatique.

Associée à l'héritage soviétique, la rivalité qui règne entre les États d'Asie centrale a donné lieu à une forme d'adulation du président ou du dirigeant du peuple, ainsi que de grands guerriers et conquérants de l'histoire.

C'est particulièrement le cas en Ouzbékistan et au Kazakhstan, où l'économie est en pleine croissance et où on a remplacé un très grand nombre de monuments soviétiques. Les pays plus petits situés en amont des bassins fluviaux ont mieux toléré ces symboles soviétiques, mais l'utilisation du russe a tout de même fortement diminué, au profit du tadjik au Tadjikistan et du kirghiz au Kirghizistan. Un fossé se creuse entre les russophones des grandes villes et les habitants de la campagne, qui ne connaissent que le kirghiz ou le tadjik. Cette évolution se manifeste également de plus en plus dans les médias, en politique et dans la communication publique.

En outre, ces pays sont en grande partie des sociétés claniques, ce qui signifie que les familles ou clans locaux ont le pouvoir d'exercer une influence considérable sur la population et les pouvoirs publics parce qu'ils ont généralement un certain poids économique et emploient indirectement de nombreux travailleurs. En raison de leur influence, les clans ont souvent un ou plusieurs représentant(s) au sein du Parlement et leurs chefs occupent fréquemment des postes importants dans les pouvoirs publics, comme ceux de ministre ou de gouverneur.

Il n'est pas rare que des clans qui ont une forte influence politique se livrent à des activités lucratives illégales telles que le trafic de voitures et de drogues. L'Asie centrale est d'ailleurs une plaque tournante du trafic de stupéfiants, car c'est à travers cette région que s'effectue le transport d'héroïne d'Afghanistan vers le marché russe.

Afin de mieux surveiller les frontières, l'Union européenne (UE), les États-Unis et la Russie effectuent des missions de formation, en particulier le long de la frontière de 1 300 km qui sépare le Tadjikistan de l'Afghanistan. Néanmoins, les Nations unies affirment que, malgré ces initiatives, le trafic de drogue reste tentant pour les soldats et les fonctionnaires sous-payés.

negenentwintig miljoen de meeste inwoners, en is de dominante militaire macht in Centraal-Azië. Beiden hebben belangrijke olie- en gasvoorraden en proberen zich op te werpen als regionale leider. Dit vertaalt zich onder meer door versterking van hun legers, het aantrekken van internationale investeringen en diplomatieke profileringsdrang.

De onderlinge wedijver tussen de Centraal-Aziatische staten gecombineerd met de Sovjetefenis heeft ook vorm gegeven aan een vorm van personenverheerlijking rond de president of de leider van het volk en historische krijgers en veroveraars.

Dit is vooral het geval in Oezbekistan en Kazachstan waar men economische groei kent en waar men de Sovjetmonumenten massaal vervangen heeft. In de kleinere stroomopwaartse landen werden deze Sovjetsymbolen meer getolereerd, maar wordt de rol van de Russische taal desalniettemin ook sterk gereduceerd ten voordele van het Tadzjieks in Tadzjikistan en het Kirgizisch in Kirgizië. Er ontstaat een kloof tussen Russischsprekenden in de grootstad en zij die enkel Kirgizisch of Tadzjieks kennen en op het platteland wonen. Deze evolutie manifesteert zich ook meer en meer in de media, in de politiek en in de overheidscommunicatie.

De landen zijn ook in belangrijke mate clanmaatschappijen, wat wil zeggen dat lokale clans of families veel invloed kunnen uitoefenen op de bevolking en de overheid. Meestal komt dit omdat ze een zeker economisch gewicht hebben in de regio en indirect vele mensen tewerkstellen. Omwille van hun invloed hebben de clans meestal ook één of meerdere vertegenwoordigers in het Parlement. Het is niet uitzonderlijk dat clanleiders hoge posten in de overheid zoals minister of gouverneur bekleden.

Niet zelden houden politiek sterke clans zich bezig met illegale lucratieve activiteiten zoals auto- en drugshandel. Vooral de drugshandel speelt hier een belangrijke rol omdat Centraal-Azië op de route ligt van de afzetmarkt in Rusland voor heroïne uit Afghanistan.

Om de grenzen beter te bewaken hebben zowel de Europese Unie (EU), de Verenigde Staten als Rusland opleidingsmissies lopen, vooral op de 1 300 km lange grens tussen Tadzjikistan en Afghanistan. Maar de Verenigde Naties stellen dat ondanks deze initiatieven de drugshandel verleidelijk blijft voor de onderbetaalde ambtenaren en soldaten.

Enfin, on peut également affirmer que la religion gagne en importance en Asie centrale. Depuis l'implosion de l'Union soviétique, l'islam sunnite s'est répandue dans toute la région. Les pays du Golfe y envoient de l'argent pour financer la construction de mosquées, qui occupent désormais une place importante dans le quotidien de la population. Dans le passé, le fondamentalisme est également réapparu à plusieurs reprises, notamment dans la vallée de Fergana. La proximité de l'Afghanistan incite également des extrémistes religieux, comme Hizb Ut-Tahrir (HUT) et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), à prôner un grand califat musulman d'Asie centrale. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les pays d'Asie centrale mènent, individuellement ou collectivement par l'intermédiaire de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), un combat contre ces groupes extrémistes.

Entre 1992 et 1997, le Tadjikistan a connu une terrible guerre civile qui a fait cent mille victimes. Des groupes ethniques du Sud qui se sentaient sous-représentés dans le gouvernement se sont révoltés et ont affronté, avec l'appui de combattants talibans d'Afghanistan et quelques membres d'Al-Qaïda, l'armée tadjike, qui était soutenue par l'armée de l'Ouzbékistan, de la Russie et du Kirghizistan. En 1997, les Nations unies ont pu parvenir à une trêve, mais la société tadjike reste encore très divisée à cause de cette longue guerre.

Problématique environnementale

Les économies kazakhe et ouzbèke dépendent fortement de l'approvisionnement en eau provenant du Kirghizistan et du Tadjikistan, situés en amont. Comme ces derniers ne disposent pas de leurs propres réserves de pétrole et de gaz, ils reposent quant à eux énormément sur les importations d'énergie kazakhe et ouzbèke. Toutefois, cet approvisionnement est tout sauf garanti et était, dans le passé, régulièrement interrompu par le gouvernement ouzbek afin de contraindre le Kirghizistan et le Tadjikistan à régler leurs factures impayées.

Ces deux pays construisent donc actuellement des centrales hydroélectriques afin de pourvoir à leurs besoins en énergie. Ces projets datent de l'époque soviétique et prévoient la construction d'immenses barrages d'une hauteur de deux cent cinquante à trois cent cinquante mètres.

Tenslotte kan men ook stellen dat de religie in Centraal-Azië aan belang wint. Sinds de implosie van de Sovjet-Unie wordt de soennitische islam beoefend over de hele regio. Moskeeën worden gebouwd met geld uit de landen uit de Golf en worden belangrijker in het dagelijkse leven van de bevolking. Ook fundamentalisme heeft in het verleden meermaals de kop opgestoken, met name in de Ferganavallei. Mede dankzij de nabijheid van Afghanistan zijn er religieuze extremisten die streven naar één groot Centraal-Aziatisch moslimkalifaat, zoals Hizb-ut-Tahrir (HuT) en Islamistische Beweging van Oezbekistan (IMU). Onder de noemer van de strijd tegen het terrorisme voeren deze landen, individueel of in samenwerking via de Shanghai Cooperation Organization (SCO), een strijd tegen deze extremistische exponenten.

Tussen 1992 en 1997 kende Tadzjikistan een zware burgeroorlog die honderdduizend slachtoffers eiste. Toen namen etnische groepen uit het zuiden die zich ondervertegenwoordigd voelden in de regering de wapens op tegen de regering, met steun van Talibanstrijders uit Afghanistan en sommige elementen van Al-Qaëda. Zij bevochten het Tadzjiekse leger, dat steun kreeg van de legers van Oezbekistan, Rusland en Kirgizië. De VN kon in 1997 een wapenstilstand uit de brand slepen, maar de maatschappij blijft nog erg verdeeld door de lange oorlog.

Milieuproblematiek

De Kazachse en Oezbeekse economie zijn sterk afhankelijk van de waterbevoorrading van Kirgizië en Tadzjikistan, die hogerop gelegen zijn. Daar deze stroomopwaartse landen niet beschikken over eigen olie- en gasvoorraden zijn zij in grote mate afhankelijk van de energie-invoer uit Kazachstan en Oezbekistan. Maar deze toevoer is allesbehalve gegarandeerd en werd in het verleden geregeld door Tsjikent onderbroken om druk te zetten op onbetaalde rekeningen.

Daarom zijn Kirgizië en Tadzjikistan momenteel bezig met het bouwen van hydro-elektrische centrales om in hun eigen energietoevoer te voorzien. Deze plannen dateren uit de Sovjettijd en houden in dat er enorme stuwdammen gebouwd worden met een hoogte van van tweehonderdvijftig en driehonderdvijftig meter.

Étant donné que le Tadjikistan et le Kirghizistan disposent de plus de 90 % des ressources en eau de la région, les pays situés en aval craignent pour leur agriculture en été. C'est particulièrement le cas de l'Ouzbékistan, un des principaux pays producteurs de coton, qui y voit une raison pour faire pression sur le Kirghizistan et le Tadjikistan.

Le président ouzbek, Islam Karimov (septante-quatre ans), a déjà menacé de recourir à la force militaire si le pays venait à souffrir d'une pénurie d'eau. En outre, il se montre méfiant quant à la contribution des Russes au projet hydroélectrique puisqu'il leur sera ainsi possible d'exercer un contrôle sur l'approvisionnement en eau de l'Ouzbékistan. Il appartient maintenant à la Banque mondiale d'examiner la hauteur prévue des barrages de Rogun (Tadjikistan) et de Kambarata (Kirghizistan) pour juger de leur faisabilité financière.

L'assèchement de la mer d'Aral, située entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, est un triste exemple de catastrophe écologique. Cette mer intérieure a disparu en un laps de temps très court à la fin des années 1980 à la suite d'un projet soviétique. On a détourné ses deux fleuves tributaires afin d'étendre et d'améliorer le système d'irrigation des champs de coton. L'assèchement de la mer d'Aral est une des plus grandes catastrophes écologiques à ce jour, en particulier parce qu'il a provoqué la désertification de la région et dévasté l'économie locale. En outre, on a encore trouvé des foyers d'infection créés par la fabrication et des essais d'armes biologiques et chimiques.

Le niveau de la petite mer d'Aral (Kazakhstan) commence à remonter, entre autres depuis que le gouvernement kazakh a fait construire un barrage et qu'elle est à nouveau alimentée en eau, alors que la partie ouzbèke se trouve quant à elle dans une situation précaire.

La chute soudaine du régime soviétique en 1991 a également eu pour conséquence que la majorité des sites d'essais nucléaires et de l'arsenal s'est retrouvée du jour au lendemain entre les mains des nouvelles républiques. C'est pourquoi, dès les années 1990, elles ont conclu divers accords de coopération qui ont mené en 2009 à un traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale et en vertu duquel toutes les républiques de la région se sont engagées à ne pas développer, acquérir, tester ou détenir d'armes nucléaires. Il s'agit d'une initiative réussie, car ces pays ont mis délibérément fin aux programmes nucléaires militaires.

Aangezien Tadjikistan en Kirgizië de bron zijn van meer dan 90 % van de watervoorraden uit de regio vrezende stroomafwaartse landen dat hun landbouw tijdens de zomermaanden in gevaar komt. Vooral voor Oezbekistan, één van de wereldleiders inzake katoenproductie, is dit een reden om Kirgizië en Tadjikistan onder druk te zetten.

De Oezbeekse president Islam Karimov (vierenzeventig) heeft reeds bedreigd militaire middelen te gebruiken als het land met een watertekort zou komen te zitten. Oezbekistan is tevens achterdochtig om de Russen mee te zien participeren in het hydro-elektrisch project omdat het hiermee mogelijk de controle kan uitoefenen over de watervoorziening in Oezbekistan. Het is nu aan de Wereldbank om de geplande grootte van de Roghundam in Tadjikistan en de Kambaratadam in Kirgizië te onderzoeken voor financiering.

Een triest voorbeeld van een milieuramp is de verdwijning van het Aralmeer, dat op de grens van Kazachstan en Oezbekistan ligt. Deze binnensee verdween eind jaren 1980 in een sneltempo ten gevolge van een Sovjetproject. De twee voedingsrivieren van deze binnensee werden omgeleid om een grotere en betere irrigatie van de katoenvelden te bekomen. Het opdrogen van het Aralmeer is één van grootste milieurampen ooit, vooral omdat dit leidde tot verwoestijning en de afbraak van de lokale economie. Daarnaast werden ook nog haarden van besmetting gevonden die werden achtergelaten door productie en experimenten met biologische en chemische wapens.

Het Kazachse deel van het meer toont tekenen van herstel, onder meer door de bouw van een dam en herstelde watertoevoer, maar het Oezbeekse deel bevindt zich in een zorgwekkende toestand.

Het plotse wegvallen van Sovjetgezag in 1991 betekende ook dat grote delen van de nucleaire testsites en het wapenarsenaal van dag op dag in de nieuwe republieken lagen. Daarom werden al in de jaren 1990 verschillende samenwerkingsverbanden opgesteld die in 2009 leidden tot de *Central Asian Nuclear Weapon Free Zone* waarin alle Centraal-Aziatische republieken er zich toe verbinden om geen nucleaire wapens te produceren, aan te kopen, te testen of te bezitten. Men kan hier spreken van een succesverhaal waar de Centraal-Aziatische republieken de militaire nucleaire projecten bewust hebben stopgezet.

Démocratie

Depuis leur indépendance, les républiques d'Asie centrale ont un régime présidentiel, bien qu'il subsiste quelques vestiges visibles de l'Union soviétique et de la culture locale.

Au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan, le parti du président est le seul au pouvoir. Dans certains cas, des partis satellites sont fondés à la demande du président, mais il n'y a pas d'élections démocratiques et d'opposition libre dans ces pays.

Dans la grande majorité des cas, les dirigeants actuels sont ceux qui sont arrivés au pouvoir en 1991. Leur légitimité repose généralement sur le *leadership* et une transition réussie vers le capitalisme, et le culte de la personnalité du président est une pratique largement répandue au Turkménistan, en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Tadjikistan. Avec respectivement quatre et deux présidents, le Kirghizistan et le Turkménistan (depuis 2007) sont les deux seuls pays d'Asie centrale à avoir déjà eu plusieurs chefs d'État.

Dans la région, il n'y a pas encore eu d'élections libres, telles que définies par la Commission européenne, qui soient entièrement indépendantes, impartiales et transparentes. Officiellement, l'objectif est toujours d'organiser des élections démocratiques, mais en réalité, elles sont généralement entachées d'importantes irrégularités.

Il convient toutefois de noter que le Kirghizistan est le seul pays de la région à avoir organisé des élections à peu près libres depuis 1991 pour élire ses chefs d'État et de gouvernement. Elles ont eu lieu après deux révolutions populaires qui ont destitué les présidents Akaïev en 2005 et Bakiev en 2010. Après l'indépendance, Askar Akaïev est devenu le premier président kirghize, mais il a perdu le soutien de la population et de son entourage en 2005 après des accusations de népotisme, de corruption et d'enrichissement personnel. Son successeur, Kourmanbek Bakiev, était un des chefs de la révolution, mais cinq ans plus tard, le peuple l'a également expulsé pour avoir commis les mêmes abus de pouvoir que le président Akaïev. Depuis lors, le Kirghizistan a fait de légers progrès en matière de démocratie, mais la situation politique reste particulièrement précaire à cause d'un budget insuffisant et de l'imbrication des sphères politiques et économiques.

Democratie

De Centraal-Aziatische republieken kennen sinds hun onafhankelijkheid als staatsvorm een presidentieel systeem, zij het met inbegrip van enkele sterke elementen die overgebleven zijn van de Sovjet-Unie en de lokale cultuur.

In Kazachstan, Oezbekistan, Tadzjikistan en Turkmenistan is de partij van de president de enige regerende partij. Satellietpartijen worden in sommige gevallen opgericht op vraag van de president. Een democratisch verkozen en vrije oppositie bestaat niet in deze landen.

In bijna alle gevallen zijn het nog altijd dezelfde leiders als in 1991 die vandaag aan de macht zijn. Hun legitimiteit berust veelal op leiderschap en een succesvolle transitie naar het kapitalisme. Het uitbouwen van een personencultus van de president, zoals in Turkmenistan, Oezbekistan, Kazachstan en Tadzjikistan maakt hier integraal deel van uit. Enkel Kirgizië zit nu al aan haar vierde president en Turkmenistan aan haar tweede (sinds 2007).

Vrije verkiezingen, zoals gedefinieerd door de Europese Commissie, die volledig onafhankelijk, onpartijdig en transparant zijn, hebben in de regio nog niet plaatsgevonden. Democratische verkiezingen zijn formeel gezien altijd het doel, maar worden in realiteit veelal gekenmerkt door grootschalige onregelmatigheden.

Er dient wel opgemerkt worden dat Kirgizië het enige land in de regio is dat haar staats- en regeringsleiders in grote mate vrij heeft kunnen verkiezen sinds 1991. Dit kwam na twee volksrevoluties in 2005 en 2010 die de respectievelijke presidenten Akayev en Bakiyev van de macht verdreven. Akayev was de eerste president na de onafhankelijkheid en verloor in 2005 de steun van de bevolking en zijn eigen entourage nadat bekend werd dat hij zich schuldig maakte aan nepotisme, corruptie en zelfverrijking. Zijn opvolger, Bakiyev, was één van de leiders van de revolutie maar werd vijf jaar later zelf ook door het volk verjaagd nadat hij zich schuldig maakte aan dezelfde excessen als Akayev. Sindsdien heeft Kirgizië voorzichtige vooruitgang geboekt inzake democratie, maar blijft de politieke situatie bijzonder kwetsbaar door de verwevenheid van de politieke en economische sector en door een ontoereikende begroting.

Les droits de l'homme

Selon *Human Rights Watch* (1), les gouvernements d'Asie centrale jouissent d'une piètre réputation en matière de respect des droits de l'homme. Ils ont notamment empêché, à des degrés divers, la réalisation de réformes significatives de la politique en la matière.

Selon l'indice de la liberté de la presse 2013 (2) de Reporters sans frontières, les républiques d'Asie centrale pâtissent d'une faible liberté de la presse. Le Turkménistan est, par exemple, classé avant-dernier (177 sur 178). L'Ouzbékistan (164), le Kazakhstan (160) et le Tadjikistan (123) sont aussi dans le bas du classement et le Kirghizistan (106) se situe dans la moyenne.

Avec son indice de perception de la corruption 2012 (3), *Transparency International* constate également que la corruption plonge toutes les républiques d'Asie centrale dans une situation problématique (le Turkménistan et l'Ouzbékistan se situent à la 170^e position, le Tadjikistan à la 157^e, le Kirghizistan à la 154^e et le Kazakhstan à la 133^e).

Selon l'indice de la liberté 2013 (4) publié par *Freedom House*, les droits civils et politiques ne sont pas respectés dans les cinq pays d'Asie centrale. Seul le Kirghizistan reçoit le label « partiellement libre » depuis 2011.

Le Turkménistan et l'Ouzbékistan limitent la libre circulation des personnes et se rapprochent tous deux d'un État policier avec un appareil étatique et sécuritaire redouté et corrompu. En Ouzbékistan, les écoles sont encouragées à contraindre leurs élèves de récolter du coton durant plusieurs semaines. Les journalistes et les activistes des droits de l'homme s'exposent à des intimidations et à la prison.

En 2005, l'Ouzbékistan s'est retrouvé isolé sur la scène internationale lorsque l'Union européenne et les États-Unis ont décrété des sanctions après que le régime ouzbek avait abattu des centaines de manifestants et en avait blessé des milliers d'autres lors d'une manifestation dans la ville d'Andijan, située à l'est du pays. Les autorités ouzbèkes parlaient de « groupes terroristes qui occupaient des bâtiments publics ». En 2011 et 2012, les sanctions infligées par l'UE et les États-Unis ont

Mensenrechten

Human Rights Watch (1) stelt dat alle Centraal-Aziatische regeringen een povere reputatie op het vlak van eerbiedigen van mensenrechten hebben en in verschillende mate betekenisvolle hervormingen van het beleid inzake mensenrechten hebben tegengehouden.

Volgens de *Press Freedom Index 2013* (2) van Verslaggevers Zonder Grenzen hebben de Centraal-Aziatische republieken te lijden onder een zwakke persvrijheid, waarbij Turkmenistan als voorlaatste geklasseerd is (177 op 178). Oezbekistan (164), Kazachstan (160) en Tadzjikistan (123) staan ook laag genoteerd en Kirgizië (106) bevindt in de middenmoot van de index.

De *Corruption Perception Index 2012* (3) van *Transparency International* stelt eveneens vast dat alle Centraal-Aziatische republieken in een problematische situatie verkeren met betrekking tot corruptie (Turkmenistan en Oezbekistan : 170 ; Tadzjikistan : 157 ; Kirgizië : 154 en Kazachstan op 133).

Freedom House geeft in haar *Freedom Index 2013* (4) aan dat de vijf Centraal-Aziatische landen een mager rapport krijgen op het vlak van politieke en burgerlijke rechten. Enkel Kirgizië krijgt sinds 2011 het label « gedeeltelijk vrij ».

Turkmenistan en Oezbekistan beperken het vrij vervoer van personen en komen beiden het dichtst in de buurt van een politiestaat met een gevreesd en corrupt overheids- en veiligheidsapparaat. In Oezbekistan worden scholen aangemoedigd om hun leerlingen te verplichten mee katoen te gaan oogsten gedurende meerdere weken. Journalisten en mensenrechtenactivisten lopen het risico om geïntimideerd en gevangen gezet te worden.

In 2005 kwam Oezbekistan in een internationaal isolement terecht toen de Europese Unie en de Verenigde Staten sancties oplegde nadat het regime in Tasjkent honderden betogers neerschoot en er duizenden verwondde tijdens een manifestatie in de oostelijke stad Andijan. De Oezbeekse overheid had het over « terroristische elementen die overheidsgebouwen bezet hielden ». In 2011 en 2012 werden de door de EU en VS opgelegde sancties grotendeels opgeschort in een poging om de

(1) *HRW : Central Asia : Five Years of EU engagement*; 21 juni 2012.

(2) <http://www.senat.fr/rap/r96-2013,1054/r96-374.html>.

(3) <http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/>.

(4) <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2013>.

(1) *HRW : Central Asia : Five Years of EU engagement*, 21 juni 2012.

(2) <http://en.rsf.org/press-freedom-index-2013,1054.html>.

(3) <http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/>.

(4) <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2013>.

été en grande partie suspendues pour tenter de normaliser les relations eu égard à l'intérêt géopolitique de l'Ouzbékistan.

Tant *Freedom House* que *Human Rights Watch* (1) classent le Turkménistan et l'Ouzbékistan parmi « les régimes particulièrement répressifs et fermés qui n'hésitent pas à opprimer la société civile et à faire taire les voix critiques par le biais de menaces, d'intimidations et de détentions à caractère politique ».

En 2009, Médecins sans frontières a quitté le Turkménistan car les autorités entravaient le travail de l'Organisation non gouvernementale (ONG). Depuis lors, plus aucune organisation humanitaire internationale n'est active au Turkménistan. L'Ouzbékistan a également une forte prise sur la vie associative, tant politique que sociale.

Durant de nombreuses années, le Kazakhstan a connu une avancée faible mais stable en matière de droits de l'homme, notamment grâce à sa présidence réussie à la tête de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2010. Néanmoins, ces deux dernières années, la situation s'est dégradée à vue d'œil, notamment pour ce qui est de la liberté de religion, la liberté d'association, le droit à un procès équitable et l'arrêt des actes de torture. En décembre 2010, l'incident de Janaozen a aussi porté atteinte à la liberté d'expression. Une grève organisée par les travailleurs du pétrole en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail avait alors violemment été réprimée. Cet incident s'était soldé par la mort de seize personnes et cent dix autres avaient été blessées (2).

En 2010, de graves troubles ethniques ont fait rage entre les Kirghizes et les Ouzbeks dans la ville de Osh située dans le sud du Kirghizistan. Osh se trouve dans la vallée de Fergana, la région la plus densément peuplée d'Asie centrale, au niveau des frontières du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Entre le 9 et le 14 juin, on a dénombré huit cent nonante-trois morts et plus de mille neuf cents blessés lors d'un pogrom entre les deux communautés. Selon des estimations, quatre cent mille personnes ont pris la fuite et cent mille Ouzbeks sont retournés en Ouzbékistan.

D'après une commission d'enquête internationale placée sous l'égide du finlandais Kimmo Kiljunen, les services d'ordre du Kirghizistan se sont abstenus

betrekkingen te normaliseren in het kader van het geopolitieke belang van Oezbekistan.

Zowel *Freedom House* als *Human Rights Watch* (1) rangschikken Turkmenistan en Oezbekistan onder de « bijzonder gesloten en repressieve regimes die er niet voor terugdeinzen om het maatschappelijk middenveld te onderdrukken en kritische stemmen het zwijgen op te leggen door gebruik van bedreigingen, intimidatie en politiek gemotiveerde opsluitingen ».

In Turkmenistan zijn geen internationale humanitaire organisaties meer actief sinds Artsen Zonder Grenzen in 2009 het land verliet omdat de autoriteiten het de niet-gouvernementele organisatie (NGO) onmogelijk maakten om normaal te functioneren. Ook Oezbekistan houdt een sterke greep op het verenigingsleven, zowel politiek als maatschappelijk.

Kazachstan kende jarenlang een voorzichtige maar stabiele vooruitgang inzake mensenrechten, onder meer door een succesvol voorzitterschap van de Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa (OVSE) in 2010. Maar de twee laatste jaren is de toestand zenderogen achteruit gegaan, met name de vrijheid van godsdienst, de vrijheid van vereniging, de garantie van een eerlijk proces en het stoppen van foltering. Het incident dat in december 2010 in Zhanaozen plaatsvond, waar eenstaking van oliearbeiders voor betere werk-omstandigheden onderdrukt werd en zestien doden en honderdentien gewonden vielen, heeft ook de vrijheid van meningsuiting aangetast (2).

De stad Osh in het zuiden van Kirgizië kende in 2010 ernstige etnische onrusten tussen Kirgiezen en Oezbeken. Osh ligt in de Ferganavallei, de dichtstbevolkte regio in Centraal-Azië op de grenzen van Kirgizië, Tadzjikistan en Oezbekistan. Tussen 9 en 14 juni vielen er achthonderddrieënnegentig doden en meer dan duizendnegenhonderd gewonden nadat een pogrom uitbrak tussen de twee gemeenschappen. Naar schatting vierhonderdduizend personen sloegen op de vlucht en honderdduizend Oezbeken keerden terug naar Oezbekistan.

Een internationale officiële onderzoekscommissie onder leiding van de Finse politicus Kimmo Kiljunen concludeerde dat de Kirgizische ordediensten verzaakten in

(1) *HRW : Central Asia : Five Years of EU engagement*, 21 juni 2012.

(2) Resolutie n° 2012/2553 (RSP) du Parlement européen adoptée le 15 mars 2012.

(1) *HRW : Central Asia : Five Years of EU engagement*, 21 juni 2012.

(2) Resolutie nr. 2012/2553 (RSP) van het Europees Parlement, aangenomen op 15 maart 2012.

d'intervenir lors des démonstrations de violence extrême et certains hauts fonctionnaires ont attisé la violence en accusant à tort les Ouzbeks d'avoir perpétré des crimes contre les Kirghizes. Les Ouzbeks représentent 14,3 % de la population du Kirghizistan et occupent principalement le sud du pays.

La hausse du chômage et le fait que de nombreux Ouzbeks sont des commerçants aisés font que ces derniers sont stigmatisés par les Kirghizes du sud. En outre, on a aussi suspecté des membres corrompus de la famille du président déchu Bakiev d'avoir joué un rôle important dans l'incitation aux troubles. Depuis lors, l'ouzbek est presque totalement banni des rues de Osh et les Ouzbeks font toujours régulièrement l'objet de discriminations.

Les acteurs géopolitiques

La Russie a encore une grande influence politique et militaire sur les pays de l'ex-URSS. Rien que sur le plan politique, on remarque des similitudes puisque ce sont les Soviétiques qui sont à l'origine des institutions et des infrastructures publiques. Il en va de même pour l'organisation et l'armement militaires.

Moscou travaille également à la création d'une union économique et politique des États post-soviétiques, qui aboutira à la mise en place d'une commission eurasiatique, inspirée de son pendant européen. La première étape sera la constitution d'ici 2015 d'une union douanière, l'Union eurasiatique, entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

Selon les estimations, quelque 3,5 millions de ressortissants des pays d'Asie centrale travaillent en Russie. Au Tadjikistan et au Kirghizistan, ils constituent respectivement 48 % et 31 % du produit intérieur brut (PIB). D'après la Banque mondiale, le Tadjikistan est le pays qui compte le plus grand nombre de migrants économiques à l'étranger, et principalement en Russie.

Cette dépendance économique confère à Moscou une grande influence politique et économique sur les pays pauvres d'Asie centrale. La Russie peut ainsi menacer régulièrement de réintroduire l'obligation de visa pour toutes les anciennes républiques soviétiques si les gouvernements kirghiz ou tadjik ne se plient pas à la volonté de Moscou.

Toutefois, les migrants d'Asie centrale qui travaillent en Russie sont aussi souvent victimes de violences racistes et xénophobes. Beaucoup sont accusés d'être à l'origine de la criminalité ainsi que de la pauvreté

te grijpen bij het buitensporig geweld en dat sommige hoge functionarissen mee het geweld hadden aangewakkerd door Oezbeken valselyk te beschuldigen van misdaden tegen Kirgiezen. Oezbeken maken 14,3 % uit van de bewoners van Kirgizië en bevinden zich veelal in het zuiden van het land.

De stijgende werkloosheid en het feit dat vele Oezbeken welstellende handelaars zijn leverde hen de stigmatisatie op vanwege de zuidelijke Kirgiezen. Daarnaast worden ook corrupte familieleden van de verjaagde president Bakiyev ervan verdacht een belangrijke hand gehad te hebben in het uitlokken van de rellen. Sindsdien wordt de Oezbeekse taal bijna volledig uit het straatbeeld van Osh gebannen en blijven de Oezbeken geregeld het slachtoffer van discriminatie.

De geopolitieke spelers

Rusland heeft nog altijd een grote politieke en militaire invloed in de ex-Sovjetlanden. Politiek zijn er parallellen alleen al omdat de overheidsinstellingen en publieke infrastructuur geheel door de Sovjets werd ontworpen. Hetzelfde geldt voor de organisatie en bewapening van de legers.

Moskou werkt eveneens aan de oprichting van een economische en politieke unie met post-Sovjetstaten wat moet resulteren in een Euraziatische commissie, gemodelleerd naar de Europese tegenhanger. De eerste stap hiervoor is de oprichting van een douaneunie, de Euraziatische Unie, tussen Rusland, Wit-Rusland, Kazachstan, Kirgizië en Tadzjikistan tegen 2015.

Naar schatting werken er zo'n 3,5 miljoen Centraal-Aziaten in Rusland. Ze zijn verantwoordelijk voor respectievelijk 48 % en 31 % van het bruto binnenlands product (BBP) van Tadzjikistan en Kirgizië. Volgens de Wereldbank is Tadzjikistan het land met de meeste economische migranten in het buitenland, voornamelijk in Rusland.

Deze economische afhankelijkheid geeft Moskou een grote politieke en economische invloed in de arme Centraal-Aziatische republieken. Zo dreigt Rusland er regelmatig mee de visumplicht terug in te voeren voor alle voormalige Sovjetrepublieken indien Bishkek of Dushanbe een niet overeenstemt met de voorkeur van Moskou.

Maar de Centraal-Aziatische migranten in Rusland zijn ook dikwijls slachtoffer van racistisch en xenofob geweld. Velen worden als schuldigen gezien voor criminaliteit en de armoede die leeft onder de Russische

qui touche la population autochtone. Depuis 2009, on a dénombré plus de quatre-vingts meurtres à caractère raciste en Russie. Néanmoins, le pays souffre toujours d'un cruel manque de main-d'œuvre bon marché, qui vient principalement du Caucase, de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Est.

La Chine exerce une forte influence économique et investit beaucoup dans des travaux d'infrastructure et des machines pour mettre en oeuvre son ambitieuse politique énergétique. Pékin voit l'Asie centrale comme une passerelle entre la Chine et l'Europe et souhaite, au moyen de nouvelles liaisons ferroviaires, construire une « route ferrée de la soie » qui devrait désengorger les longues et dangereuses routes maritimes.

En outre, la province de Xinjiang, située dans le nord-ouest de la Chine, fait également partie intégrante de l'Asie centrale, ou ancien « Turkestan », sur les plans historique, religieux et culturel. En 1933, cette province a été brièvement indépendante avant de redevenir, en 1937, l'enjeu de conflits opposant l'Union soviétique à la République de Chine de l'époque. Depuis une dizaine d'années, l'identité culturelle de Xinjiang est gravement menacée par Pékin, qui entend développer la région à toute allure pour apporter prospérité et stabilité à cette province rebelle et reculée qui présente pour elle un double intérêt : d'une part, elle dispose d'importantes réserves de pétrole et de gaz et d'autre part, elle deviendra sa porte d'accès au marché de l'Asie centrale.

Le gouvernement chinois investit donc massivement dans la construction de lignes ferroviaires et d'aéroports pour relier la province au reste du pays. Toutefois, les Hans immigreront en masse au Xinjiang et condamneront ainsi le peuple ethnique des Ouïgours au chômage. Parallèlement, de vieilles villes médiévales sont transformées à grande échelle en métropoles chinoises modernes, processus qui se traduit par la perte irrémédiable du patrimoine culturel et historique.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), fondée en 1996, unit par une alliance de voisinage la Russie, la Chine et toutes les républiques d'Asie centrale, à l'exception du Turkménistan, qui est un pays neutre. À l'origine, on craignait que l'OCS ne devienne le pendant de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) en raison de son fort potentiel militaire. Cette coopération se limite toutefois à des exercices militaires annuels et à des échanges culturels.

bevolking. Sinds 2009 werden meer dan tachtig racistisch gemotiveerde moorden geregistreerd in Rusland. Toch blijft Rusland een grote nood hebben aan goedkope arbeidskrachten en blijft het vele goedkope werkkrachten aantrekken uit de Kaukasus, Centraal- en Zuid-Oost Azië.

China oefent een grote economische invloed uit en investeert stevig in infrastructuurwerken en machines om hun ambitieuze energiepolitiek uit te voeren. Centraal-Azië is voor Beijing de landbrug tussen China en Europa en via nieuwe spoorverbindingen wil China een « ijzeren Zijderoute » ontwikkelen die de langdurige en gevaarlijke zeeroutes moet ontlasten.

Daarnaast maakt de noordwestelijke Chinese provincie Xinjiang ook historisch, religieus en cultureel gezien integraal deel uit van Centraal-Azië, of het oude « Turkestan ». In 1933 was Xinjiang even onafhankelijk om tegen 1937 opnieuw de inzet te worden in gevechten tussen de Sovjet-Unie en de toenmalige Chinese Republiek. Sinds een tiental jaren komt de culturele identiteit van Xinjiang onder hevige druk te staan van Beijing. De regio wordt onder een sneltempo ontwikkeld om de welvaart te stimuleren en stabiliteit te brengen naar deze weerspannige en afgelegen provincie. Xinjiang moet voor Beijing de poort naar de afzetmarkt van Centraal-Azië worden en er bevinden zich belangrijke olie- en gasreserves.

De Chinese regering investeert daarom massaal in de bouw van treinverbindingen en luchthavens om Xinjiang met de rest van China te verbinden. Er is een massale immigratie van Han-Chinezen die de etnische Oeigoeren in de werkloosheid drukken. Tegelijk worden oude middeleeuwse steden op grote schaal getransformeerd tot moderne Chinese metropolen, waarbij cultureel en historisch patrimonium onherroepelijk verloren gaat.

De in 1996 opgerichte *Shanghai Cooperation Organisation* (SCO) verenigt alle Centraal-Aziatische republieken, behalve het neutrale Turkmenistan, met Rusland en China onder de vorm van een nabuurschap-salliantie. Aanvankelijk werd gevreesd dat de SCO de militaire tegenhanger ging worden van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO) omwille van haar enorm militair potentieel. De samenwerking blijft echter beperkt tot jaarlijkse militaire oefeningen en culturele uitwisselingen.

Les États membres de l'OCS s'engagent officiellement à conjuguer leurs efforts pour lutter contre l'extrémisme, le terrorisme et le trafic de drogues, et promettent de ne pas s'ingérer dans la politique interne de leurs voisins. Ils collaboreront également à la poursuite et à l'extradition de criminels et de terroristes.

Néanmoins, des divergences d'opinions entre les États membres laissent supposer que l'OCS ne pourra peut-être jamais rivaliser avec l'OTAN. Les ambitions à long terme de la Russie, par la concrétisation d'une Union eurasienne, s'opposent à celles de la Chine, qui voit l'Asie centrale comme un nœud de transport et un marché d'exportation importants, ce qui remet en cause le bien-fondé de l'organisation et menace son avenir.

L'Afghanistan continue d'avoir une influence considérable sur la sécurité interne des républiques d'Asie centrale. Parmi les talibans, on retrouve en effet de nombreux Ouzbeks et Tadjiks qui mènent en Afghanistan un djihad contre les soldats de l'OTAN. Après le retrait des troupes américaines en 2014, beaucoup de ces combattants bien entraînés risquent fort de retourner dans leur pays d'origine et d'essayer de déstabiliser les régimes autoritaires au pouvoir.

Ces dernières années, de violents attentats terroristes ont ravagé le Kazakhstan et le Tadjikistan, où ils ont fait des dizaines de victimes. L'Ouzbékistan est le pays qui connaît la plus forte radicalisation islamiste dans la vallée de Fergana et plusieurs attentats à la bombe ont frappé Tachkent en 1999. Les autorités ouzbèkes ont dès lors violemment réprimé Hizb Ut-Tahrir et le MIO. Dans la vallée de Fergana, qui est partagée entre le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, les autorités ont également surveillé de près de nombreux groupes islamistes.

Il existe une parenté linguistique et ethnique entre la Turquie et les pays d'Asie centrale, plus particulièrement avec les peuples turkmènes, kazakhs, kirghizes et ouzbeks. D'autre part, l'Asie centrale représente un marché intéressant pour les produits de luxe turcs.

La Turquie assure un rôle de liaison permettant à l'Europe d'être moins dépendante de la Russie et de diversifier son approvisionnement énergétique. La Commission européenne souhaite transporter du pétrole et du gaz de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan vers l'Europe grâce au gazoduc de Nabucco. On envisage aussi d'impliquer le Turkménistan et l'Ouzbékistan dans ce projet.

Formeel engageert de SCO zich in de strijd tegen extremisme, terrorisme en drugshandel. Dit houdt verder ook in dat de lidstaten zich niet in de interne politiek van andere lidstaten zullen mengen en samen optreden tegen drugshandel en terroristen. Daarnaast werken ze ook samen bij het opsporen en uitleveren van criminelen en terroristen.

Meningsverschillen tussen de lidstaten doen echter vermoeden dat de SCO wellicht nooit met de NAVO zal kunnen wedijveren. De lange termijn-ambities van Rusland, onder de vorm van de Euraziatische Unie, gaan in tegen de ambities van China, dat Centraal-Azië als een belangrijke transport- en afzetmarkt ziet en brengt de toekomst en relevantie van de organisatie in gevaar.

Afghanistan blijft een belangrijke rol spelen in de interne veiligheid van de Centraal-Aziatische republieken. Onder de Taliban bevinden zich namelijk talrijke Oezbeken en Tadzjiken die in Afghanistan een jihad tegen de NAVO-troepen voeren. Er bestaat een groot risico dat na de Amerikaanse terugtrekking in 2014 vele van deze kundige strijders terugkeren naar hun thuisland en de autoritaire regimes aan de macht zullen proberen te destabiliseren.

Kazachstan en Tadzjikistan werden in de jongste jaren geteisterd door gewelddadige terroristische acties die tientallen slachtoffers eisten. Oezbekistan kent de grootste islamistische radicalisering in de Ferganavallei en onderging in 1999 een reeks bomaanslagen in Tasjkent. Hizb-ut-Tahrir en de IMU worden dan ook hevig bestreden door de Oezbeekse autoriteiten. Ook in de Ferganavallei, die gedeeld wordt door Kirgizië, Oezbekistan en Tadzjikistan, worden vele islamistische groeperingen van dichtbij in de gaten gehouden door de autoriteiten.

Turkije heeft een etnische en taalkundige verwantschap met de Centraal-Aziatische landen, en meer in het bijzonder met de Turkmeense, Kazachse, Kirgizische en Oezbeekse volkeren. Daarnaast vormt Centraal-Azië ook een interessante afzetmarkt voor Turkse luxegoederen.

Voor Europa vormt Turkije de schakel om de Europese energietoevoer te diversifiëren en minder afhankelijk te zijn van Rusland. Via de Nabucco-pijplijn wil de Europese Commissie olie en gas uit Azerbeïdjan en Kazachstan naar Europa transporteren. Er bestaan ook plannen om Turkmenistan en Oezbekistan hierin te betrekken.

Entre-temps, la Turquie se dresse comme *leader* régional et s'oriente plutôt vers l'Est. Lors d'un discours, le premier ministre Erdogan a déjà fait comprendre qu'il souhaiterait faire entrer la Turquie dans l'OCS si l'Union européenne restait divisée sur la question de la candidature turque à l'UE.

L'Iran se sent surtout lié aux ressortissants d'origine persane parmi les peuples tadjiks et afghans. Pour l'Iran, la motivation de contourner l'isolement et l'embargo des Nations unies joue un rôle considérable. Cette motivation se traduit entre autres par son statut d'observateur au sein de l'OCS. L'Iran projette aussi de construire un oléoduc qui relierait la mer Caspienne au golfe Persique.

L'Inde dispose d'une base militaire au Tadjikistan et coopère étroitement avec la Russie, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan sur le plan militaire. La banque asiatique de développement met actuellement en place le projet de gazoduc TAPI. Il vise à transporter du gaz naturel du Turkménistan en passant par l'Afghanistan et le Pakistan vers l'Inde. Néanmoins, l'instabilité persistante en Afghanistan le retarde fortement. Ce projet devrait également favoriser le commerce avec les pays d'Asie centrale. Aujourd'hui, il ne représente qu'une fraction du commerce avec la Chine et les États-Unis.

Depuis que les troupes américaines sont présentes en Afghanistan, l'implication des États membres de l'OTAN en Asie centrale s'est également renforcée. Étant donné l'instabilité endémique qui règne au Pakistan, il est difficile d'approvisionner l'Afghanistan et d'organiser des transports vers ce pays. Le « Réseau de distribution Nord » doit alléger cette pression en créant des réseaux de distribution de l'Asie centrale vers l'Afghanistan.

En échange d'une attitude moins intransigente de l'Occident à l'égard du déficit démocratique et de la situation des droits de l'homme, les pays occidentaux peuvent continuer à utiliser les infrastructures destinées à approvisionner l'Afghanistan. En outre, les cinq pays d'Asie centrale espèrent récupérer une partie du matériel laissé sur place par l'OTAN après le retrait des troupes en 2014.

L'Allemagne et la France utilisent la base aérienne de Termez en Ouzbékistan pour ravitailler leurs troupes en Afghanistan. L'armée américaine transporte également du matériel militaire par chemin de fer vers Termez et puis plus loin vers l'Afghanistan. La Belgique utilise quant à elle l'aéroport de Douchanbé au Tadjikistan comme aéroport pivot pour ses troupes en Afghanistan.

Ondertussen werpt Turkije zich evenwel op als regionale leider en richt het zich meer naar het oosten. Premier Erdogan heeft in zijn discours al laten blijken dat hij Turkije zou willen binnenloodsen in de SCO als de EU verdeeld blijft over het Turks EU-lidmaatschap.

Iran voelt zich vooral verwant met zijn Perzische verwanten onder de Tadzjiekse en Afghaanse volkeren. Voor Iran speelt de motivatie om het isolement en het VN-embargo te omzeilen een grote rol. Dit wordt onder meer vertaald in hun waarnemersstatus bij de SCO. Iran heeft ook plannen om een oliepijpleiding te bouwen van de Kaspische Zee naar de Perzische Golf.

India heeft een militaire basis in Tadjikistan en heeft een uitgebreide militaire samenwerking met Rusland, Oezbekistan en Kazachstan. De Aziatische Ontwikkelingsbank ontwikkelt het TAPI-gaspijplijnproject dat natuurlijk gas van Turkmenistan over Afghanistan en Pakistan naar India moet transporteren maar door de voortdurende instabiliteit in Afghanistan loopt dit grote vertragingen op. Dit zou ook de handel met de Centraal-Aziatische staten moeten bevorderen, die slechts een fractie bedraagt van de handel met China of de Verenigde Staten.

Sinds de aanwezigheid van Amerikaanse troepen in Afghanistan is ook de betrokkenheid van NAVO-landen in Centraal-Azië vergroot. Door de instabiliteit in Pakistan blijft de bevoorrading en het transport naar Afghanistan allesbehalve een zekerheid. Het « Noordelijk Distributienetwerk » moet deze druk ontlasten door Centraal-Aziatische toevoerlijnen te maken naar Afghanistan.

In ruil voor een mildere houding van het Westen tegenover het democratische deficit en de mensenrechtensituatie blijven deze gebruik maken van de infrastructuur ter bevoorrading van Afghanistan. Daarnaast hopen ze een deel van het achtergebleven NAVO-materieel te ontvangen na de terugtrekking van de troepen in 2014.

Duitsland en Frankrijk maken gebruik van de luchtmachtbasis te Termez in Oezbekistan om hun troepen in Afghanistan te bevoorraden. Het Amerikaans leger voert eveneens per spoor militair materieel eerst naar Termez en van daar verder naar Afghanistan. België gebruikt de luchthaven van Dushanbe in Tadjikistan als transferhub voor haar troepen in Afghanistan.

La présence américaine est tout d'abord liée à la situation en Afghanistan. De plus, elle facilite le travail des organisations locales qui œuvrent pour la démocratie et les droits de l'homme. Les troupes américaines veillent également au respect du traité de non-prolifération. Washington veut surtout stimuler la collaboration intrarégionale en encourageant la création d'une nouvelle Route de la soie. Ce réseau international de liaisons de transit économiques devrait éviter que l'Afghanistan ne s'enlise davantage dans des conflits internes. Un Afghanistan bien intégré dans la vie économique de l'Asie centrale et du sud est mieux placé pour attirer les investissements étrangers, entretenir des relations commerciales à l'échelle internationale, et surtout offrir plus de perspectives d'avenir à la population.

Les ambitions américaines et chinoises sont néanmoins contradictoires : Washington veut intégrer l'Afghanistan dans la région (nord-sud) alors que Pékin veut faire de l'Asie centrale sa passerelle vers l'Europe (est-ouest).

La politique que l'Union européenne mène en Asie centrale repose sur le renforcement du dialogue sur les droits de l'homme avec les pays concernés, une collaboration en matière d'enseignement et la construction de l'État de droit. C'est pourquoi elle préfère la politique du dialogue plutôt que celle de l'isolement et des sanctions, politique que les organisations de défense des droits de l'homme ne cautionnent pas. En outre, l'UE cherche aussi à réduire sa dépendance énergétique à la Russie en important les réserves de gaz de l'Asie centrale en Europe via la Turquie et la Bulgarie. Enfin, elle s'engage aussi à renforcer les frontières avec l'Afghanistan et à juguler le trafic de drogue.

L'Organisation du traité de sécurité collective (*Collective Security Treaty Organization* — OTSC) est un accord de coopération entre l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, la Biélorussie et la Russie datant de 1992. Les États membres collaborent en vue de parvenir à une unité militaire commune qui pourrait rapidement réagir à des menaces telles que les agressions militaires, le terrorisme et le trafic de drogues. L'OTSC est une organisation d'une grande importance car elle offre à la Russie une plateforme de collaboration militaire et économique avec d'autres États ex-soviétiques sans que la Chine ne soit impliquée.

La Russie accorde ainsi beaucoup plus d'attention à l'OTSC dans la perspective du retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan en 2014, notamment pour soutenir la stabilité interne et militaire de l'Afghanistan. L'OTSC a déjà annoncé vouloir collaborer avec l'OTAN

De Amerikaanse aanwezigheid is in de eerste plaats verbonden met de situatie in Afghanistan. Daarnaast ondersteunt het ook lokale organisaties die rond democratie en mensenrechten werken en kijkt het toe op de naleving van het non-proliferatieverdrag. Washington wil vooral de intraregionale samenwerking stimuleren door de aanzet te geven om een nieuwe Zijderoute op te richten. Dit internationaal netwerk van economische transitverbindingen zou moeten helpen voorkomen dat Afghanistan verder afglijdt in interne conflicten. Een Afghanistan dat goed geïntegreerd is in het economische leven van Zuid- en Centraal- Azië is beter geplaatst om buitenlandse investeringen aan te trekken, handel te drijven met buitenlandse markten en kan vooral de bevolking meer kansen bieden.

De Amerikaanse en Chinese ambities zijn evenwel tegenstrijdig : Washington wil Afghanistan integreren in de regio (Noord-Zuid), terwijl Beijing Centraal-Azië als haar landbrug naar Europa wil ontwikkelen (Oost-West).

De Europese Unie voert in Centraal-Azië een politiek die gebaseerd is op de versterking van de mensenrechtendialoog met de betrokken landen, samenwerking op vlak van onderwijs en de uitbouw van de rechtsstaat. Het verkiesst daarvoor de politiek van dialoog en niet die van isolatie en sancties, iets wat mensenrechtenorganisaties de EU verwijten. Daarnaast zoekt de EU ook haar energieafhankelijkheid van Rusland te verminderen door Centraal-Aziatische gasreserves via Turkije en Bulgarije naar Europa te brengen. Tenslotte engageert het zich ook om de grenzen met Afghanistan te versterken en drugshandel tegen te gaan.

De Collectieve Veiligheidsorganisatie (*Collective Security Treaty Organization* — CSTO) is een samenwerkingsverband dat dateert van 1992 tussen Armenië, Kazachstan, Kirgizië, Tadjikistan, Wit-Rusland en Rusland. De lidstaten werken samen aan een gezamenlijke militaire eenheid die snel kan reageren op bedreigingen als militaire agressie, terrorisme en drugs-smokkel. De werkelijke relevantie van de CSTO is dat het een militair-economisch samenwerkingsplatform biedt voor Rusland met ex-Sovjetstaten zonder dat China er iets mee te maken heeft.

Zo krijgt de CSTO terug meer aandacht van Rusland in anticipatie op de terugtrekking van de NAVO-troepen uit Afghanistan in 2014, onder andere om de interne en militaire stabiliteit van Afghanistan te ondersteunen. Hiervoor heeft de CSTO al aangegeven te willen

dans ce domaine. Depuis la guerre civile tadjike, une division de tanks russe surveille la frontière afghane dans le cadre de l'OTSC. L'Ouzbékistan s'est retiré de l'OTSC en 2012.

samenwerken met de NAVO. Rusland heeft sinds de Tadzjiekse burgeroorlog een tankdivisie die de grenzen met Afghanistan bewaakt in het kader van de CSTO. Oezbekistan trok zich in 2012 terug uit de CSTO.

Karl VANLOUWE.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu l'adoption par le Conseil européen les 21 et 22 juin 2007 d'une stratégie de l'Union européenne (UE) pour un nouveau partenariat avec l'Asie centrale, ainsi que les rapports d'étape conjoints de la Commission et du Conseil du 24 juin 2008 et du 28 juin 2010 ;

B. vu l'adoption par le Parlement européen le 15 décembre 2011 de la résolution T7-0588/2011 sur l'état de la mise en oeuvre de la stratégie européenne en Asie centrale ;

C. vu l'approbation du rapport d'étape du 26 juin 2010 (1145/12) sur la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE en Asie centrale lors de la 3 179^e session du Conseil européen du 25 juin 2012 ;

D. vu l'adoption, le 18 octobre 2012, par la Chambre des représentants de Belgique de la résolution n° 53-2374/006 en faveur d'une meilleure coopération multilatérale en Asie centrale dans le domaine de la pollution transfrontalière et de la gestion des bassins fluviaux transfrontaliers ;

E. considérant que les cinq pays regroupés sous la dénomination « Asie centrale » (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) occupent une position-clé entre l'Europe et l'Asie et que, historiquement et traditionnellement, ils représentent un point de rencontre et de transit important entre ces deux continents ;

F. considérant l'héritage soviétique en matière de politique agricole et énergétique dont dépendent les États d'Asie centrale et qui reste, à l'heure actuelle, la principale cause de tensions entre ces États ;

G. considérant l'importante dimension économique et sociale que l'eau représente en Asie centrale et le problème d'une juste répartition des ressources en eau entre les pays situés en aval et ceux situés en amont des bassins fluviaux ;

H. considérant que la présidence kazakhe de l'Organisation pour la sécurité et la coopération de l'Europe

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. verwijzend naar de door de Europese Raad aangenomen Strategie van de Europese Unie (EU) voor een nieuw Partnerschap met Centraal-Azië van 21 en 22 juni 2007, evenals het gezamenlijk voortgangsverslag van de Europese Commissie en de Europese Raad van 24 juni 2008 en 28 juni 2010 ;

B. verwijzend naar de resolutie T7-0588/2011 aangenomen door het Europees Parlement op 15 december 2011 over de staat van de uitvoering van de EU-strategie voor Centraal-Azië ;

C. verwijzend naar het Voortgangsrapport over de Implementatie van de EU-Strategie voor Centraal-Azië van 26 juni 2010 (1145/12) dat op de 3 179^e bijeenkomst van de Europese Raad op 25 juni 2012 werd goedgekeurd ;

D. verwijzend naar de resolutie nr. 53-2374/006 aangenomen door de Belgische Kamer van volksvertegenwoordiger op 18 oktober 2012 over een betere multilaterale samenwerking in Centraal-Azië op het vlak van grensoverschrijdende verontreiniging en het beheer van de grensoverschrijdende stroomgebieden ;

E. erop attenderend dat de vijf landen die samen worden beschouwd als Centraal-Azië — Kazachstan, Kirgizië, Oezbekistan, Tadzjikistan en Turkmenistan — een sleutelpositie bekleden tussen Europa en Azië en dat zij, zowel historisch als traditioneel, een belangrijke ontmoetingsplaats van en doorgangsgebied tussen deze beide continenten vormen ;

F. attenderend op de erfenis van het Sovjetregime inzake landbouw- en energiebeleid waarvan de landen van Centraal-Azië afhankelijk zijn en die nu nog steeds de belangrijkste bron van spanningen tussen die Staten vormt ;

G. er zich van bewust dat water een zeer belangrijke economische en sociale factor is in Centraal-Azië en dat de billijke verdeling van de watervoorraden tussen de landen stroomopwaarts en stroomafwaarts van de stroomgebieden een knelpunt is ;

H. erkennend dat het Kazachs voorzitterschap van de Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa

(OSCE) en 2010 a eu des conséquences positives sur la démocratie et les droits de l'homme en Asie centrale ;

I. considérant les efforts du Kirghizistan pour réaliser des réformes démocratiques et pour évoluer vers un véritable système multipartite ;

J. se réjouissant de la mise en œuvre du Traité portant création de la zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, en vertu duquel les cinq signataires s'engagent à procéder au démantèlement de l'arsenal nucléaire s'ils détenaient autrefois des armes nucléaires sur leur territoire ou si les pays voisins en possèdent, et considérant que ce traité contribue de manière significative à l'application du traité de non-prolifération ;

K. considérant que le manque de confiance mutuelle exacerbe les tensions suscitées par le partage des ressources naturelles, nuit à la coopération régionale et augmente les risques de confrontations ;

L. considérant qu'il existe un intérêt mondial à ce que la stabilité soit maintenue en Asie centrale, étant donné qu'une instabilité grave et prolongée dans l'un des cinq pays pourrait avoir des conséquences désastreuses sur toute la région et pourrait également affecter l'UE et ses États membres de diverses manières ;

M. préoccupé par la menace d'idéologies et de mouvements fondamentalistes qui, après le retrait des troupes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) de l'Afghanistan, pourraient provoquer plus d'instabilité dans les républiques d'Asie centrale ;

N. considérant que ces tendances peuvent également être considérées comme une réaction à la situation problématique des droits de l'homme et de la démocratie dans les républiques d'Asie centrale ;

O. considérant que les troubles ethniques dans la ville kirghize d'Osh en juin 2010 touchent toute la vallée de Fergana et qu'il faut éviter, par une intervention internationale, qu'ils ne s'accroissent ;

P. considérant que les migrants économiques d'Asie centrale qui travaillent en Russie, estimés au nombre de 3,5 millions, contribuent largement au produit intérieur brut (PIB) du Tadjikistan et du Kirghizistan ;

(OVSE) in 2010 een belangrijke impuls heeft geleverd op vlak en democratie en mensenrechten in de Centraal-Aziatische regio ;

I. de Kirgizische inspanningen erkennend om democratische hervormingen door te voeren en naar een werkelijk meerpartijstelsel te evolueren ;

J. de implementatie van de *Central Asian Nuclear Weapons Free Zone* verwelkomend, zijnde het verdrag dat de vijf ondertekenaars ertoe bindt aan nucleaire ontmanteling te doen indien zij vroeger in het bezit waren van nucleaire wapens op hun grondgebied en buurlanden hebben met nucleaire wapens, en dat dit een significante bijdrage is tot het verwezenlijken van het non-proliferatieverdrag ;

K. menende dat het tekort aan wederzijds vertrouwen de spanningen over het delen van natuurlijke rijkdommen verergert, de regionale samenwerking ondermijnt en de kans op confrontatie verhoogt ;

L. er zich van bewust dat de hele wereld gebaat is bij het behoud van de stabiliteit in Centraal-Azië en dat mocht de stabiliteit in één van die vijf landen geruime tijd ernstig worden verstoord, zulks rampzalige gevolgen hebben voor de hele regio en dat ook de EU en de EU-lidstaten daar op diverse manieren onder zouden lijden ;

M. bezorgd over de dreiging van fundamentalistische ideologieën en bewegingen die na de terugtrekking van de troepen van de Noord-Atlantische verdragsorganisatie (NAVO) uit Afghanistan meer instabiliteit zouden kunnen veroorzaken in de Centraal-Aziatische republieken ;

N. menende dat deze trends ook kunnen worden gezien als een reactie tegen de problematische situatie van mensenrechten en democratie in de Centraal-Aziatische republieken ;

O. menende dat de etnische onrusten in de Kirgizische stad Osh van juni 2010 tekenend zijn voor de gehele Ferganavallei en verdere escalatie door internationale bemiddeling moet worden vermeden ;

P. menende dat de naar schatting 3,5 miljoen Centraal-Aziatische economische migranten die in Rusland aan het werk zijn verantwoordelijk zijn voor een groot deel van het bruto nationaal product (BBP) van Tadzjikistan en Kirgizië ;

Q. considérant que beaucoup de ces migrants sont régulièrement victimes de violences racistes et xénophobes en Russie, et qu'ils travaillent et sont logés dans des conditions déplorables ;

R. considérant les risques que comporte la dépendance vis-à-vis d'importations provenant de régions et de fournisseurs instables et la nécessité d'établir des flux d'énergie sûrs et durables à des prix abordables ;

S. considérant les décisions de la Commission européenne de lever certaines sanctions contre l'Ouzbékistan et de mener un dialogue constructif, mais toujours particulièrement préoccupé par des témoignages qui font état de travail forcé des enfants dans l'agriculture, ce qu'a également dénoncé l'Organisation internationale du travail, et aussi par les obstacles qui entravent le fonctionnement des organisations non gouvernementales (ONG) internationales ;

T. considérant que l'UE insiste sur la nécessité de renforcer la stabilité et d'élever les niveaux de développement démocratique, économique et humain en Asie centrale ;

U. considérant qu'il est clairement dans l'intérêt de l'UE de voir des progrès s'accomplir en ce sens et qu'elle doit réaffirmer sans relâche son engagement à intégrer la question des droits de l'homme dans tous les accords avec les républiques d'Asie centrale ;

V. considérant que l'Union européenne et l'Asie centrale sont liées par des intérêts majeurs tels que l'accès aux ressources énergétiques et aux matières premières primaires, ainsi que par des intérêts en matière de sécurité, dont en particulier la situation en Afghanistan, mais considérant qu'ils ne devraient pas être une raison pour l'UE de modérer son discours sur le thème des droits de l'homme dans la région ;

W. considérant que la sécurité de la région est dans l'intérêt de l'UE et des autres acteurs actifs en Asie centrale, notamment la Fédération de Russie, la Chine et les États-Unis, qui sont tous préoccupés par la radicalisation et l'instabilité croissantes dans la région et par les frontières poreuses avec l'Afghanistan ainsi que le trafic de drogues qui en résulte ;

X. considérant qu'il est dans l'intérêt de l'UE de voir s'établir dans les pays d'Asie centrale la sécurité et la stabilité ainsi que le respect des droits de l'homme et

Q. wijzend op het feit dat velen van deze Centraal-Aziatische migranten in Rusland regelmatig het slachtoffer zijn van racistisch en xenofob geweld en in erbarmelijke omstandigheden tewerkgesteld worden en gehuisvest zijn ;

R. wijzend op de risico's die gepaard gaan met de afhankelijkheid van de import uit instabiele regio's en van onstandvastige leveranciers, alsook op de noodzaak te zorgen voor zekere en duurzame energiestromen tegen betaalbare prijzen ;

S. die heeft kennis genomen van de beslissingen van de Europese Commissie om bepaalde sancties tegen Oezbekistan op te heffen en een constructieve dialoog te volgen, maar bijzonder bezorgd blijft over getuigenissen die spreken over verplichte kinderarbeid in de landbouw, zoals ook verwoord door de Internationale Arbeidsorganisatie, en eveneens is bezorgd over de belemmering ten opzichte van het functioneren van internationale niet-gouvernementele organisaties (ngo) ;

T. eraan herinnerend dat de EU met aandrang wijst op de noodzaak de stabiliteit te versterken en de niveaus van ontwikkeling op democratisch, economisch en menselijk vlak in Centraal-Azië op te trekken ;

U. wetende dat de EU er duidelijk belang bij heeft dat op die vlakken vooruitgang wordt geboekt en dat zij voortdurend en steeds opnieuw moet bevestigen dat zij zich ertoe verbindt het vraagstuk van de mensenrechten op te nemen in alle overeenkomsten met de Centraal-Aziatische republieken ;

V. rekening houdende met het feit dat de banden van de Europese Unie met Centraal-Azië worden gevormd door belangrijke belangen zoals toegang tot energievoorraden en ruwe primaire grondstoffen, evenals veiligheidsbelangen, met in het bijzonder de situatie in Afghanistan, maar dat deze zouden geen redenen zouden mogen zijn om het mensenrechtendiscours van de EU in de regio af te zwakken ;

W. benadrukkend dat de regionale veiligheid in het belang is van de EU en de andere actoren in de regio, met name de Russische Federatie, China en de Verenigde Staten, die allemaal bezorgd zijn over de groeiende instabiliteit en radicalisering in de regio en de poreuze grenzen met Afghanistan en de drugshandel die hieruit voortvloeit ;

X. menende dat de EU er belang bij heeft dat de landen van Centraal-Azië veilig en stabiel zijn, alsook dat de rechten van de mens en de rechtsstaat er in acht

de l'État de droit, étant donné que les évolutions stratégiques, politiques et économiques ainsi que les défis transrégionaux croissants en Asie centrale touchent aussi, directement ou indirectement, aux intérêts de l'UE, et considérant que les États d'Asie centrale peuvent contribuer à couvrir les besoins de l'UE en matière de sécurité énergétique et d'approvisionnement en énergie, grâce à leurs ressources énergétiques considérables et à leurs efforts dans la voie d'une diversification en termes de partenaires commerciaux et de voies d'approvisionnement ;

Y. considérant que l'État de droit et le progrès économique sont étroitement liés, et que le développement d'un secteur énergétique durable et de meilleurs réseaux de transport qui assurent la liaison entre les réserves de pétrole et de gaz provenant de la mer Caspienne et le marché européen sont une manière de stimuler le développement économique et une croissance soutenue du PIB dans la région ;

Z. considérant l'expérience belge et européenne en matière d'intégration régionale, de bonne gouvernance et de coopération,

I. Demande au gouvernement :

1. de s'engager à soutenir, au niveau international, toutes initiatives visant à promouvoir une meilleure collaboration multilatérale en Asie centrale dans le domaine de la pollution transfrontalière et de la gestion des bassins fluviaux transfrontaliers ;

2. d'encourager, au niveau européen, le Centre régional des Nations unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale (UNRCCA) à se concentrer sur la problématique de l'eau et à soutenir la mise en place d'un dialogue entre les cinq États, sous l'égide du Centre, sur la gestion des bassins fluviaux transfrontaliers et la pollution transfrontalière ;

3. de soutenir, au sein des différents États d'Asie centrale, les démarches visant à réduire l'impact de la pollution transfrontalière ;

4. de soutenir la mission de la Banque mondiale chargée d'évaluer le projet du barrage de Rogun ;

5. d'être attentif à l'impact négatif que l'accès à l'eau peut avoir sur la stabilité et la sécurité en Asie centrale,

worden genomen, aangezien de strategische, politieke en economische ontwikkelingen, alsook de toenemende transregionale uitdagingen in Centraal-Azië tevens — direct of indirect — verband houden met de belangen van de EU, en erop wijzend dat de Staten van Centraal-Azië ertoe kunnen bijdragen dat de behoeften van de EU inzake energiezekerheid en energiebevoorrading worden gedekt, dankzij hun aanzienlijke energiebronnen en hun inspanningen om te diversifiëren op het vlak van handelspartners en aanvoerlijnen ;

Y. benadrukkend dat de rechtsstaat en economische vooruitgang met elkaar verbonden zijn, en dat de ontwikkeling van een duurzame energiesector en verbeterde transportnetwerken die de Kaspische voorraden met de Europese markt verbinden een manier zijn om economische ontwikkeling en een stabiele groei van het BBP in de regio te stimuleren ;

Z. wijzend op de Belgische en Europese ervaring met regionale integratie, behoorlijk bestuur en samenwerking,

I. Vraagt de regering :

1. zich ertoe te verbinden op internationaal niveau alle initiatieven te steunen die beogen in Centraal-Azië een betere multilaterale samenwerking te bewerkstelligen in verband met de grensoverschrijdende vervuiling en het beheer van de grensoverschrijdende stroomgebieden ;

2. op Europees vlak, het Regionaal Centrum van de Verenigde Naties voor Preventieve Diplomatie in Centraal-Azië (UNRCCA), aan te moedigen vooral aandacht te besteden aan het watervraagstuk en het op gang brengen van een onder toezicht van dat Centrum staande dialoog tussen de vijf Staten over het beheer van de grensoverschrijdende stroomgebieden en de grensoverschrijdende vervuiling te steunen ;

3. in de verschillende staten van Centraal-Azië initiatieven te steunen die beogen de impact van de grensoverschrijdende vervuiling te verminderen ;

4. haar steun te verlenen aan de missie van de Wereldbank belast met een evaluatie van het Rogun-stuwdamproject ;

5. oog te hebben voor de ongunstige gevolgen die de toegang tot de watervoorraden kan hebben voor de

et d'inciter l'UE à suivre de près toutes les évolutions dans ce domaine ;

6. de souligner la nécessité d'accomplir des avancées sur le plan de la démocratisation, des droits de l'homme et de la liberté de la presse afin de promouvoir une collaboration régionale et politique renforcée entre les différents pays d'Asie centrale ;

7. d'exhorter les pays de la région, s'ils ne l'ont pas encore fait, à signer et à ratifier les conventions d'Espoo et d'Aarhus sur les conflits liés à l'eau et à recourir aux acteurs locaux pour leur mise en œuvre ;

8. d'exhorter les autorités kazakhes à honorer les promesses d'élections libres et de liberté des médias qu'elles ont formulées dans le cadre de leur présidence de l'OSCE en 2010, tel que mentionné dans la résolution n° 2012/2553 (RSP) du Parlement européen ;

9. d'exhorter les autorités tadjikes à autoriser la Croix-Rouge et les observateurs internationaux à entrer dans les établissements pénitentiaires afin d'améliorer la transparence et la surveillance ;

10. d'exhorter les autorités turkmènes à accorder à la Croix-Rouge internationale un accès libre au pays, de libérer tous les prisonniers politiques et les prisonniers d'opinion et de permettre aux ONG d'agir dans le pays ;

11. d'exhorter les autorités ouzbekes à accorder aux ONG nationales et internationales un accès libre à tout le pays et de ne plus recourir au travail des enfants dans la production du coton ;

12. d'exhorter les autorités kirghizes à s'attaquer aux causes des troubles ethniques de juin 2010 à Osh sans viser un groupe de la population en particulier.

II. Demande au gouvernement de prier l'Union européenne (EU) :

1. d'exhorter la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité à suivre attentivement l'évolution de la situation ;

stabiliteit en de veiligheid in Centraal-Azië en er bij de EU op aan te dringen dat zij alle ontwikkelingen op dat vlak van zeer nabij volgt ;

6. te beklemtonen dat vooruitgang moet geboekt worden op het vlak van democratisering, mensenrechten en persvrijheid om een versterkte regionale en politiek samenwerking tussen de verschillende landen van Centraal-Azië te bewerkstelligen ;

7. de landen uit de regio op te roepen, indien ze dit nog niet gedaan hebben, om de Espoo en Aarhus-Conventionies over waterconflicten te ondertekenen en te ratificeren en de lokale actoren in te schakelen in de implementatie ervan ;

8. de Kazachse autoriteiten op te roepen om de beloftes met betrekking tot vrije verkiezingen en mediavrijheid die gemaakt werden in het kader van hun voorzitterschap van de OVSE in 2010 uit te voeren, zoals vermeld in resolutie nr. 2012/2553 (RSP) van het Europees Parlement ;

9. de Tadzjiekse autoriteiten op te roepen om het Internationale Rode Kruis en internationale waarnemers toe te laten tot gevangenisinstellingen teneinde de transparantie en het toezicht te verbeteren ;

10. de Turkmeense autoriteiten op te roepen vrij en onbelemmerde toegang tot het land te verlenen aan het Internationale Rode Kruis en de alle politieke gevangenen en gewetensgevangenen vrij te laten, en het de NGO's mogelijk te maken om te opereren in het land ;

11. de Oezbeekse autoriteiten op te roepen om nationale en internationale NGO's ongehinderde toegang te gunnen tot heel het land en geen kinderarbeid meer in te schakelen in de katoenproductie ;

12. de Kirgizische autoriteiten op te roepen om de oorzaken van etnische onrusten in Osh van juni 2010 aan te pakken zonder één bepaalde bevolkingsgroep te viseren.

II. Vraagt de regering de Europese Unie (EU) te verzoeken :

1. de hoge vertegenwoordiger van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid op te roepen om de ontwikkelingen nauwgezet te volgen ;

2. de souligner qu'il est primordial que le représentant spécial de l'UE pour l'Asie centrale maintienne le niveau de dialogue politique avec les pays d'Asie centrale. Il convient également de rappeler que son mandat consiste à améliorer la collaboration avec la société civile locale et que cela est nécessaire pour améliorer la visibilité de l'UE ;

3. de dégager plus de moyens financiers pour continuer à exécuter les sept priorités de la Stratégie européenne pour l'Asie centrale ;

4. d'assortir plus de conditions à l'engagement de l'UE et de le baser sur des progrès mesurables dans des domaines tels que la démocratisation, les droits de l'homme, la bonne gouvernance, le développement économique et social durable, l'État de droit et la lutte contre la corruption, comme le prévoit déjà la politique de voisinage de l'UE ;

5. de suivre une politique cohérente qui se concentre sur le renforcement du respect des droits de l'homme en Asie centrale, comme le prévoit le Traité de Lisbonne, afin de promouvoir les droits de l'homme dans l'ensemble des domaines de l'action extérieure de l'Union, et de mettre l'accent sur le rôle essentiel d'une bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme dans le cadre de la politique de développement de l'UE ;

6. de renforcer le dialogue sur les droits de l'homme et de faire en sorte qu'il soit plus orienté vers l'efficacité et les résultats, d'impliquer le Parlement européen dans le suivi de ces dialogues et d'encourager le Service européen d'action extérieure à évaluer l'impact des dialogues précédents ;

7. de condamner tout recours à la torture, la répression des médias et de la liberté d'expression, toute violation du droit de réunion et d'association et de rendre public les cas de prisonniers politiques, d'activistes des droits de l'homme et de journalistes qui sont maintenus en détention, et de réclamer la libération immédiate de ces personnes ;

2. het belang van de speciale vertegenwoordiger van de EU in Centraal-Azië te beklemtonen in het behouden van het niveau van politieke dialoog met de Centraal-Aziatische staten, en eraan te herinneren dat zijn mandaat er uit bestaat om samenwerking met het lokale maatschappelijk middenveld te verbeteren en dat dit noodzakelijk is om de zichtbaarheid van de EU te verhogen ;

3. meer financiële middelen vrij te maken om de zeven prioriteiten uit de Europese Strategie voor Centraal-Azië verder uit te voeren ;

4. het EU-engagement voorwaardelijker te maken en te baseren op meetbare vooruitgang in onderwerpen zoals democratisering, mensenrechten, goed bestuur, duurzame sociaal-economische ontwikkeling, de rechtsstaat en de strijd tegen corruptie, zoals het EU-nabuurschapsbeleid reeds voorschrijft ;

5. een coherente politiek te volgen die focust op het versterken van het respect voor mensenrechten in Centraal-Azië, zoals bepaald in het Verdrag van Lissabon om mensenrechten te promoten in alle gebieden van externe actie van de EU, en het belang te benadrukken van goed bestuur en mensenrechten in het ontwikkelingsbeleid van de EU ;

6. de mensenrechtendialogen te versterken en deze meer effectief en resultaat-georiënteerd te maken, het Europees Parlement hierbij te betrekken om deze dialogen te monitoren en de Europese Dienst voor Extern Optreden aan te sporen om de impact van de vorige dialogen te evalueren ;

7. alle gebruik van foltering, repressie van de media en vrijheid van meningsuiting, van vergadering en vereniging, te veroordelen en gevallen van politieke gevangenen, mensenrechtenactivisten en journalisten die gevangen gehouden worden publiek te maken en op te roepen tot de onmiddellijke vrijlating van deze personen ;

8. de chercher plus de véritables partenariats avec la société civile afin que les défenseurs des droits de l'homme se sentent pleinement soutenus par l'UE ;

9. d'être attentive à l'impact négatif que l'accès à l'eau peut avoir sur la stabilité et la sécurité en Asie centrale, et de suivre de très près toutes les évolutions dans ce domaine ;

10. de s'engager dans la collaboration multilatérale dans le cadre du Fonds international pour la mer d'Aral, du *Water Governance project*, et partout où l'Europe peut se profiler comme négociateur et médiateur pour résoudre les conflits liés à l'eau entre les pays situés en amont et ceux situés en aval.

8 novembre 2013.

8. meer echte partnerschappen met het maatschappelijk middenveld te zoeken zodat deze voorvechters van mensenrechten ook werkelijk de steun van de EU voelen ;

9. oog te hebben voor de ongunstige gevolgen die de toegang tot de watervoorraden kan hebben voor de stabiliteit en de veiligheid in Centraal-Azië en alle ontwikkelingen op dat vlak van zeer nabij te volgen ;

10. zich te engageren in de multilaterale samenwerking in het International Fund for the Aral Sea, in het *Water Governance project* en overal waar de EU zichzelf als een onderhandelaar en bemiddelaar kan profileren om het waterconflict tussen de stroomopwaarts en stroomafwaarts gelegen landen op te lossen.

8 november 2013.

Karl VANLOUWE.